

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	7
PRÉFACE.....	9
PRINCIPALES ABRÉVIATIONS.....	11
SOMMAIRE.....	13
INTRODUCTION.....	15

PREMIÈRE PARTIE LA CARACTÉRISATION DE L'ABUS

TITRE I - L'analyse préalable du contrat conclu entre professionnels.....	35
--	-----------

CHAPITRE I - L'analyse du contrat conclu entre professionnels sous l'angle économique.....	39
Section 1 - Caractéristiques de base des transactions.....	41
§ 1. Facteurs comportementaux des agents économiques.....	42
A. La rationalité limitée des agents économiques.....	42
B. L'opportunisme des agents économiques.....	44
§ 2. Critères de qualité des transactions.....	49
A. Les incertitudes entourant la transaction.....	50
B. Le degré de spécificité des actifs de production.....	53
Section 2 - Conduite des transactions.....	58
§ 1. La coordination spontanée par le marché.....	59
A. La détermination matérielle du marché de référence.....	60
B. La détermination géographique du marché de référence.....	64
C. Le fonctionnement du marché.....	66
1. La concurrence pure et parfaite.....	66
2. La concurrence imparfaite.....	68
D. Le choix d'une transaction purement marchande.....	71
§ 2. La coordination par la direction.....	73
§ 3. La coordination "Hybride", flexible.....	76
Conclusion du chapitre 1 - L'analyse du contrat conclu entre professionnels sous l'angle économique.....	78

CHAPITRE 2 - La traduction juridique de l'analyse économique du contrat : une nouvelle classification contractuelle.....	81
Section 1 - Le contrat transactionnel.....	83
§ 1. Les caractéristiques du contrat transactionnel.....	84
A. Une transaction ponctuelle et délimitée.....	84
B. Une transaction entièrement planifiée.....	86
§ 2. La faible influence du contrat transactionnel sur la théorie générale.....	88
Section 2 - Le contrat relationnel.....	90
§ Préliminaire. L'évolution du contexte économique présidant aux échanges entre professionnels.....	91

§ 1. Le contenu du contrat relationnel.....	94
A. L'autorité dans le contrat relationnel.....	96
B. Le partenariat dans le contrat relationnel.....	100
§ 2. Les modalités d'organisation du contrat relationnel.....	104
A. La gestion de la relation par la collaboration.....	104
B. La gestion de la relation par l'intégration.....	108
§ 3. La réception par le droit français de la notion de contrat relationnel.....	114
A. L'analyse de la pratique.....	115
1. Les contrats du domaine de la production agro-industrielle.....	116
2. Les contrats du domaine de la distribution.....	118
3. Les contrats d'organisation des achats.....	120
B. Les prémices de la notion de contrat relationnel en droit français.....	121
1. L'émergence de la notion de contrat relationnel en doctrine.....	121
2. L'utilisation implicite de la notion de contrat relationnel en jurisprudence.....	126
C. Les éléments de qualification de la catégorie juridique des contrats relationnels.....	128
1. La dimension temporelle du contrat relationnel.....	129
2. La fonction d'organisation du contrat relationnel et l'existence d'un but contractuel commun aux parties.....	132
3. La catégorie particulière des "Contrats Mixtes".....	136
Conclusion du chapitre 2 – La traduction juridique de l'analyse économique du contrat : une nouvelle classification contractuelle.....	140
Conclusion du Titre 1 – L'analyse préalable du contrat conclu entre professionnel.....	141
TITRE 2 - L'approche renouvelée de la détermination de l'abus.....	145
CHAPITRE 1 - Les contours de l'abus.....	147
Section 1 - L'abus dans le contrat transactionnel.....	148
§ 1. La détermination de l'abus au regard des préceptes économiques : l'analyse du contenu contractuel.....	148
§ 2. L'absence de transposition de l'analyse économique dans le domaine juridique.....	153
Section 2 - L'abus dans le contrat relationnel.....	159
§ 1. Un abus lié à la mise en œuvre des prérogatives contractuelles.....	161
A. Le contrôle judiciaire du comportement des parties.....	161
B. L'exclusion d'un contrôle généralisé des clauses abusives dans les contrats relationnels.....	164
C. La reconnaissance juridique du contrôle de la mise en œuvre des prérogatives contractuelles à travers l'exemple des clauses de pouvoir.....	166
§ 2. Un abus résultant de la mise en œuvre déloyale des prérogatives contractuelles.....	171
A. L'exigence de coopération, remède à l'opportunisme.....	174
1. L'exigence de coopération : norme obligatoire du contrat relationnel.....	174
2. La teneur de l'exigence de coopération à travers l'étude de contrats voisins au contrat relationnel.....	176
B. L'exigence de coopération, contrepoids à l'incomplétude contractuelle.....	182
1. La Mise en œuvre des clauses de pouvoir.....	183
2. La rupture du contrat relationnel.....	184

Conclusion du chapitre 1 – Les contours de l’abus.....	188
CHAPITRE 2 - Le champ d’application privilégié de l’abus :	
la situation de déséquilibre de puissance entre professionnels.....	191
Section 1 - Les apports de la science économique dans la construction d’une théorie du déséquilibre de puissance économique entre professionnels.....	193
§ 1. La dualité des sources du phénomène de déséquilibre de puissance économique entre professionnels.....	194
A. Inégalité informationnelle et déséquilibre.....	195
B. Inégalité économique et déséquilibre.....	199
§ 2. La pluralité des effets du phénomène de déséquilibre économique entre professionnels.....	202
A. L’état de domination.....	202
B. L’état de dépendance économique (or l’état d’asymétrie contractuelle).....	204
Section 2 - L’incomplétude de la construction juridique du déséquilibre de puissance économique entre professionnels.....	210
§ 1. La construction satisfaisante de l’état de domination économique.....	212
A. Les facteurs quantitatifs de l’état de domination.....	213
B. Les facteurs qualitatifs de l’état de domination.....	216
§ 2. La construction insuffisante de l’état de dépendance économique.....	217
A. Les difficultés liées à la compréhension de la notion de dépendance économique en droit de la concurrence.....	218
1. Une notion évolutive.....	218
2. Une notion rigoureuse.....	221
B. La multiplicité des critères de l’état de dépendance économique en droit commun.....	223
Conclusion du chapitre 2 - Le champ d’application privilégié de l’abus : la situation de déséquilibre de puissance entre professionnels.....	226
Conclusion du Titre 2 - L’approche renouvelée de la détermination de l’abus.....	227
Conclusion de la 1 ^{ère} Partie – La caractérisation de l’abus.....	228

SECONDE PARTIE LE TRAITEMENT DE L’ABUS

TITRE I - L’atténuation des rapports de force entre professionnels.....	235
CHAPITRE 1 - L’atténuation des rapports de force entre professionnels par intervention dans la sphère contractuelle.....	239
Section 1 - La consécration d’une obligation générale d’information entre professionnels.....	240
§ 1. Le régime de l’obligation d’information entre professionnels.....	242
A. Le fondement de l’obligation d’information.....	242
1. La logique de l’échange : l’allocation des ressources.....	242
2. L’organisation du marché.....	245
B. Les éléments constitutifs de l’obligation d’information.....	247
1. L’élément matériel de l’obligation d’information.....	247
2. L’élément moral de l’obligation d’information.....	252
C. L’introduction nuancée de l’obligation d’information entre professionnels dans le domaine juridique.....	254

1. L'obligation d'information entre professionnels dans la sphère du contrat.....	254
2. L'obligation d'information entre professionnels dans la sphère du marché.....	261
B. Le contrôle de l'opportunité de la consécration légale de la transparence tarifaire.....	264
§ 2. La sanction de la méconnaissance de l'obligation d'information entre professionnels.....	268
A. La remise en cause de la pertinence des sanctions actuelles attachées à l'inexécution de l'obligation d'information.....	268
1. La nature de la sanction.....	268
2. Les modalités de la sanction.....	271
B. L'évolution possible de la sanction de l'inexécution de l'obligation d'information.....	276
Section 2 - La sanction exceptionnelle des clauses abusives dans les contrats conclus entre professionnels.....	279
§ 1. L'efficacité restreinte du contrôle des clauses abusives dans les contrats conclus entre professionnels.....	281
A. Les cas d'exclusion du contrôle des clauses abusives.....	282
B. Les cas d'admission du contrôle des clauses abusives.....	283
§ 2. Les instruments juridiques du contrôle des clauses abusives dans les contrats conclus entre professionnels.....	284
A. L'analyse contrastée du contrôle des clauses abusives entre professionnels en droit positif.....	284
1. La sanction des clauses abusives par le recours à des règles spécifiques au déséquilibre contractuel.....	285
2. La sanction des clauses abusives par le recours à des réglementations non spécifiques aux contrats déséquilibrés : le droit de la concurrence.....	288
B. La sollicitation satisfaisante de la théorie de droit commun de la cause.....	291
1. Un fondement satisfaisant au contrôle des clauses abusives.....	291
2. La nécessaire évolution de la sanction du défaut de cause.....	299
Conclusion du Chapitre 1 - L'atténuation des rapports de force entre professionnels par intervention directe dans la sphère contractuelle.....	304
CHAPITRE 2 - L'atténuation des rapports de force entre professionnels par intervention dans la sphère concurrentielle.....	305
Section 1 - Les limites de l'approche marchande de la sanction des abus de domination.....	309
§.1 – L'inefficacité de l'approche macroéconomique de la sanction des abus de position dominante.....	311
A. L'indifférence à l'existence d'un contrat.....	311
B. Le lien de causalité entre la pratique abusive et la pratique anticoncurrentielle.....	312
C. L'atteinte sensible au jeu de la concurrence.....	315
§2 – L'efficacité relative de la sanction des abus de dépendance économique.....	318
A. La rigueur des critères de qualification de l'état de dépendance économique.....	319
B. Le morcellement de la sanction de l'abus de dépendance économique.....	325
§ 3 – La prépondérance de la casuistique concurrentielle.....	330
A. L'appréciation pragmatique du critère d'atteinte au marché.....	330

B. L'adoption du mode de raisonnement économique.....	333
Section 2 - Le renouvellement en terme relationnel de la sanction de l'abus de dépendance économique.....	334
§ 1 – Le renouvellement des critères de caractérisation de l'abus de dépendance économique.....	336
A. Le renouvellement de l'appréciation de la condition d'atteinte au marché.....	337
1. La suppression de l'exigence de la preuve positive de l'objet ou de l'effet anticoncurrentiel de l'abus de dépendance économique.....	337
2. La remise en cause de l'appréciation en terme de parts de marché de l'abus de dépendance économique.....	339
B. De nouveaux critères théoriques d'appréciation de l'abus de dépendance économique.....	341
1. Le renouvellement du critère particulier de l'absence de solution équivalente.....	341
2. Le renouvellement des critères généraux d'appréciation de l'abus de dépendance économique.....	343
§ 2 – Une nouvelle approche des effets de la sanction de l'abus de dépendance économique.....	345
A. L'évolution de la fonction de la sanction des abus de dépendance économique.....	346
B. La détermination des effets de la sanction des abus de dépendance économique à l'égard du contrat.....	350
1. L'étendue de la nullité du contrat anticoncurrentiel.....	351
2. La correction du contrat abusif.....	354
Conclusion du Chapitre 2 – L'atténuation des rapports de force entre professionnels par intervention dans la sphère concurrentielle.....	358
Conclusion du Titre 1 – L'atténuation des rapports de force entre professionnels.....	360
TITRE 2 - La mise en place de liens de coopération.....	363
CHAPITRE 1 - Les manifestations des liens de coopération entre professionnels.....	373
Section Préliminaire - Le rejet d'une construction du processus de coopération fondée sur l'intérêt commun.....	374
§ 1 – L'incertitude du concept d'intérêt commun.....	377
§ 2. – L'utilisation marginale du concept d'intérêt commun par la construction juridique.....	379
§ 3 – L'inutilité du concept d'intérêt commun au regard des normes caractéristiques du contrat relationnel.....	381
Section 1 - Les manifestations de la coopération au moment de l'exécution du contrat.....	383
§ 1 – La coopération dans la mise en œuvre des rapports d'autorité : l'exemple de la clause unilatérale de prix.....	385
A. Les critères possibles de la coopération dans la détermination unilatérale du prix.....	390
1. La recherche de l'équilibre des prestations entre le créancier et le débiteur du prix.....	391
2. L'attente d'un exercice raisonnable de la clause de prix.....	393
B. Les méthodes d'appréciation des liens de coopération dans l'exercice d'une clause de pouvoir.....	394

1. La prise en compte des éléments caractéristiques du contrat relationnel.....	395
2. La répartition de la charge de la preuve des éléments de fixation du prix.....	401
§ 2 – La coopération dans l'adaptation du contrat.....	406
A. Le fondement de l'adaptation du contrat.....	411
1. L'insuffisance du critère du bouleversement de l'économie du contrat.....	411
2. Le contrôle de la mise en œuvre des engagements contractuels à la suite de la survenance de circonstances imprévues.....	417
B. Les modalités de l'adaptation du contrat.....	420
1. Le rôle du juge limité au prononcé de la renégociation de la relation.....	421
2. La réalité de la renégociation par l'intermédiaire d'une procédure de médiation.....	426
Section 2 - Les manifestations de la coopération au moment de l'extinction du contrat.....	430
§ 1. Les mesures propres à assurer une reconversion salvatrice du partenaire.....	432
A. L'interdiction de l'extinction brutale du contrat relationnel.....	432
1. L'obligation générale de respect d'un délai de préavis.....	433
2. L'obligation particulière d'assistance à la reconversion.....	440
B. La Mise en œuvre des clauses de fin de contrat.....	444
§ 2. Les mesures propres à assurer l'indemnisation de la victime de l'extinction du contrat relationnel.....	450
A. Le principe juridique de la seule réparation du préjudice résultant de l'abus dans l'extinction du contrat.....	450
1. Le principe de la liberté de rompre ou de ne pas renouveler le contrat sous couvert de l'abus.....	451
2. Le critère du comportement abusif indemnisable.....	453
B. La possible admission d'une indemnité de dédommagement de la perte du contrat relationnel.....	461
1. La prise en compte du décalage pouvoir/responsabilité.....	462
2. La détermination du domaine et du régime de l'indemnité préventive de dédommagement.....	464
Conclusion du Chapitre 1 – les manifestations des liens de coopération entre professionnels.....	468
CHAPITRE 2 - Le contrôle de la violation des liens de coopération entre professionnels à travers la sanction de l'abus.....	471
Section 1 - Le fondement du contrôle de la violation des liens de coopération à travers la sanction de l'abus.....	472
§ 1. Le contrôle judiciaire de la bonne foi dans le contrat relationnel.....	472
A. La référence à l'article 1134 du code civil relatif à l'exécution du contrat.....	472
B. La référence à l'article 1135 du code civil relatif à l'interprétation du contenu du contrat.....	475
§.2. La nature de la responsabilité de l'auteur de l'abus dans le contrat relationnel.....	478
A. L'exclusion de la sanction du comportement abusif fondée sur la responsabilité délictuelle de son auteur.....	478
1. La responsabilité délictuelle du fait personnel.....	478
2. La responsabilité délictuelle du fait d'autrui.....	480

B. L'approbation du contrôle du comportement abusif fondé sur la responsabilité contractuelle de son auteur.....	482
1. Une faute de nature contractuelle.....	482
2. Une faute distincte de l'inexécution contractuelle.....	485
Section 2 - Les effets de la sanction de l'abus.....	488
§ 1. Les effets de la sanction de l'abus à l'égard des cocontractants.....	490
A. À l'égard de la victime : la fonction réparatrice de la sanction.....	491
1. La question de la limitation du préjudice réparable.....	491
2. L'évaluation du préjudice réparable.....	494
B. À l'égard de l'auteur : la fonction punitive de la condamnation.....	499
§ 2. Les effets de la sanction de l'abus à l'égard du contrat.....	502
A. La disparition du contrat relationnel.....	503
1. Le sort du contrat-cadre initial.....	504
2. Le sort des contrats d'application.....	506
B. Le rétablissement du processus de coopération.....	508
1. Le maintien du contrat relationnel abusivement rompu.....	508
2. La substitution du juge au titulaire de l'autorité.....	511
Conclusion du Chapitre 2 – Le contrôle de la violation des liens de coopération entre professionnels : la sanction de l'abus.....	513
Conclusion du Titre 2 – La mise en place de liens de coopération.....	514
Conclusion de La 2 ^{ème} Partie – Le traitement de l'abus.....	516
 CONCLUSION GÉNÉRALE.....	 519
 BIBLIOGRAPHIE.....	 523
 INDEX.....	 571
 TABLE DES MATIÈRES.....	 583